

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Benoit Carignan, CPA, CGA, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature

 CPA, CGA

Date 9 mai 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la VILLE DE DRUMMONDVILLE,

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE DRUMMONDVILLE (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE DRUMMONDVILLE au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener de la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

FBL s.e.n.c.r.l.

Société de comptables professionnels agréés

Drummondville, le 9 mai 2022

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A140885

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	112 275 800	108 077 681	103 134 614
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 867 800	4 884 443	4 626 093
Quotes-parts	3			
Transferts	4	46 180 600	20 602 762	28 629 422
Services rendus	5	6 788 300	7 109 194	6 457 414
Imposition de droits	6	4 370 500	9 356 805	7 478 610
Amendes et pénalités	7	1 800 000	2 249 510	1 957 310
Revenus de placements de portefeuille	8		178 479	140 970
Autres revenus d'intérêts	9	800 000	675 837	712 393
Autres revenus	10		3 957 726	5 942 679
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	177 083 000	157 092 437	159 079 505
Charges				
Administration générale	14	15 351 532	15 618 542	15 180 024
Sécurité publique	15	21 366 615	22 293 942	20 777 041
Transport	16	29 328 676	28 897 739	27 647 823
Hygiène du milieu	17	25 466 374	25 918 696	24 951 983
Santé et bien-être	18	360 000	1 195 700	458 061
Aménagement, urbanisme et développement	19	9 098 743	9 393 167	8 938 541
Loisirs et culture	20	26 634 460	26 501 653	23 300 476
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 459 400	2 731 849	5 145 947
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	132 065 800	132 551 288	126 399 896
Excédent (déficit) de l'exercice	25	45 017 200	24 541 149	32 679 609
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		403 915 675	371 236 066
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		403 915 675	371 236 066
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		428 456 824	403 915 675

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 944 508	6 792 459
Débiteurs (note 5)	2	71 296 487	68 715 430
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	315 050	1 353 231
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	8 427 371	6 474 979
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	85 983 416	83 336 099
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 521 805	3 463 193
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	20 183 890	24 965 424
Revenus reportés (note 12)	12	3 103 577	983 451
Dette à long terme (note 13)	13	204 371 342	187 733 217
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	230 180 614	217 145 285
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(144 197 198)	(133 809 186)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	565 498 073	532 105 692
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 576 836	4 104 748
Stocks de fournitures	20	1 334 986	1 243 101
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	244 127	271 320
	23	572 654 022	537 724 861
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	428 456 824	403 915 675

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	45 017 200	24 541 149	32 679 609
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	88 176 000 )(	57 685 857 )(	57 793 587)
Produit de cession	3	500 000	24 524	74 248
Amortissement	4	22 815 400	24 272 328	22 814 703
(Gain) perte sur cession	5		(3 376)	70 200
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(64 860 600)	(33 392 381)	(34 834 436)
Variation des propriétés destinées à la vente	9		(1 472 088)	225 311
Variation des stocks de fournitures	10		(91 885)	37 656
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		27 193	454 598
	13		(1 536 780)	717 565
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(19 843 400)	(10 388 012)	(1 437 262)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(133 809 186)	(132 371 924)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la vente	19			
Solde redressé	20		(133 809 186)	(132 371 924)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(144 197 198)	(133 809 186)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	24 541 149	32 679 609
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	24 272 328	22 814 703
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession	3	(3 376)	70 200
▪ Provision pour moins-value	4	89 059	135 182
	5	48 899 160	55 699 694
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 581 057)	(8 181 955)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(4 781 534)	8 249 618
Revenus reportés	9	2 120 126	(651 098)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 952 392)	(2 034 522)
Propriétés destinées à la revente	11	(1 472 088)	225 311
Stocks de fournitures	12	(91 885)	37 656
Autres actifs non financiers	13	27 193	454 598
	14	40 167 523	53 799 302
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(57 685 857)	(57 793 587)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	24 524	74 248
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(57 661 333)	(57 719 339)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(167 490)	(1 367 490)
Remboursement ou cession	21	1 116 611	22 960
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	949 121	(1 344 530)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	56 700 001	53 900 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(39 906 128)	(46 567 027)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(941 388)	2 871 001
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(155 747)	(187 953)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	15 696 738	10 016 021
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(847 951)	4 751 454
Solde déjà établi	33	6 792 459	2 041 005
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	6 792 459	2 041 005
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	5 944 508	6 792 459

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Ville repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Ville.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme n'est inclus dans le périmètre comptable de la Ville.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 % à 25 %

Bâtiments : de 2,5 % à 20 %

Véhicules : de 3,33 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau : de 6.67 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 % à 10 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constataction des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les arrérages de taxes sont constatés en fonction du temps écoulé.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, le cas échéant. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2021 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans distinctement pour le service antérieur au 1er janvier 2014 et pour le service postérieur au 31 décembre 2013.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé à la fin suivante et est amorti selon la durée indiquée ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 944 508	6 792 459
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	5 944 508	6 792 459
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	921 936	433 133
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	22 124 000	29 572 000

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	8 531 303	7 642 486
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	48 513 775	47 541 779
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	9 033 986	9 755 173
Organismes municipaux	15	1 052 841	441 970
Autres			
▪ Facturations diverses	16	2 031 843	1 279 030
▪ Cour municipale	17	2 132 739	2 054 992
	18	71 296 487	68 715 430
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	32 321 770	26 927 999
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	32 321 770	26 927 999
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	813 000	813 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	315 050	1 353 231
Autres placements	31		
	32	315 050	1 353 231
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	8 427 371	6 474 979
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	8 427 371	6 474 979
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	623 849	505 792
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	148 814	169 942
	43	772 663	675 734

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 15 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (2,10 %; 2,10 % au 31 décembre 2020) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie de treize emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 19 414 000 \$, portant intérêt à 2,10 % (2,10 % au 31 décembre 2020) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	7 833 700	9 634 460
Salaires et avantages sociaux	48	2 410 919	2 277 972
Dépôts et retenues de garantie	49	742 492	733 274
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Int. courus dette à long terme	51	819 275	1 157 301
▪ Autres courus et passifs	52	491 223	743 178
▪ Provision pour vidange étangs	53	21 059	28 630
▪ CAP/retenues relatifs immos	54	7 865 222	10 390 609
▪	55		
	56	20 183 890	24 965 424

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	625 015	421 925
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	541 264	187 666
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Dépôts sur vente de terrains	69	573 031	84 139
▪ Transferts	70	1 364 267	289 721
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	3 103 577	983 451

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,40	3,85	2022	2031	77	205 721 000	188 575 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	4,90	2022	2023	81	11 808	128 646
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres	1,75	5,69	2022	2024	84	299 121	534 411
					85	206 031 929	189 238 057
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(1 660 587)	(1 504 840)
					87	204 371 342	187 733 217

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		18 450 000		155 268	18 605 268
2023	89		17 194 000		105 591	17 299 591
2024	90		15 489 000		50 070	15 539 070
2025	91		13 864 000			13 864 000
2026	92		12 917 000			12 917 000
2027 et plus	93		127 807 000			127 807 000
	94		205 721 000		310 929	206 031 929
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		205 721 000		310 929	206 031 929

Note

14. Autres passifs

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	83 055 157	5 230 376		88 285 533
Eaux usées	105	184 065 321	7 556 657		191 621 978
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	270 639 230	20 778 611		291 417 841
Autres					
▪	107	82 096 734	5 009 608		87 106 342
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	152 654 643	23 760 618		176 415 261
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	16 610 631	1 363 230	177 087	17 796 774
Ameublement et équipement de bureau	113	13 278 199	700 180		13 978 379
Machinerie, outillage et équipement divers	114	13 968 229	1 189 567		15 157 796
Terrains	115	12 578 060	5 500 000		18 078 060
Autres	116				
	117	828 946 204	71 088 847	177 087	899 857 964
Immobilisations en cours	118	37 452 750	(13 402 990)		24 049 760
	119	866 398 954	57 685 857	177 087	923 907 724
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	37 984 832	2 030 856		40 015 688
Eaux usées	121	90 397 125	4 483 431		94 880 556
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	117 027 544	6 998 671		124 026 215
Autres					
▪	123	19 782 070	3 733 995		23 516 065
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	43 783 961	4 270 238		48 054 199
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	8 149 087	904 306	155 939	8 897 454
Ameublement et équipement de bureau	129	9 093 463	1 042 774		10 136 237
Machinerie, outillage et équipement divers	130	8 075 180	808 057		8 883 237
Autres	131				
	132	334 293 262	24 272 328	155 939	358 409 651
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	532 105 692			565 498 073
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	2 122 071	2 139 077
Immeubles industriels municipaux	138	3 192 711	1 703 617
Autres	139	262 054	262 054
	140	5 576 836	4 104 748
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	5 576 836	4 104 748

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	154	57 743	84 936
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪ Frais reportés autres	157	186 384	186 384
▪	158		
	159	244 127	271 320

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats à long terme avec différents organismes ou différentes sociétés échéant à différentes dates jusqu'en 2026. Les paiements futurs s'élèvent à 109 537 072 \$ et comportent les paiements

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

suyvants :

2022 :	38 570 416 \$
2023 :	35 731 438 \$
2024 :	33 313 040 \$
2025 :	961 089 \$
2026 :	961 089 \$

Office d'habitation Drummond

L'Office d'habitation Drummond, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 7 190 588 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions au cours des cinq prochains exercices est de 833 314 \$ en 2022, 781 878 \$ en 2023, 731 694 \$ en 2024, 681 431 \$ en 2025 et 628 563 \$ en 2026.

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2030, prévoyant la perception de loyers totalisant 2 189 340 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 1 118 385 \$ en 2022, 646 371 \$ en 2023, 173 717 \$ en 2024, 50 111 \$ en 2025 et 41 156 \$ en 2026.

La Ville reçoit d'autres municipalités des sommes en lien avec des ententes de service. Le montant totalise 1 995 235 \$ à percevoir au cours des deux prochains exercices, soit 985 301 \$ en 2022 et 1 009 934 \$ en 2023.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
SDED	22 817 000	18 368 319	18 109 893
SDED (emprunts temporaires fct et inv)	2 500 000	280 000	280 000
Centre comm. Pierre-Lemaire (1)	800 000	254 783	313 287
Centre comm. Pierre-Lemaire	110 000	74 531	81 331
Centre comm. Sintra St-Charles (1)	800 000	339 929	396 638
Centre comm. St-Pierre (1)	520 000	465 398	491 466
SPAD	150 000	150 000	150 000
Maison des Arts Desjardins-Drummondville	700 000		92 308
	160	28 397 000	19 932 960
		19 932 960	19 914 923

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La Ville a cautionné des emprunts pour des organismes et n'a exigé aucune contrepartie en échange de ces cautionnements. La direction est d'avis qu'il n'est pas probable que ces cautionnements soient exercés et, par conséquent, aucun passif n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Drummond. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 3 999 771 \$.

B) Auto-assurance
S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 5 500 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Ville a entrepris des procédures d'expropriation. Elle est d'avis qu'aucune indemnité n'a à être versée en lien avec ces démarches. Il est par contre trop tôt pour en connaître le dénouement. Ainsi, tout paiement pouvant résulter du dénouement de cette éventualité sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres
S.O.

22. Actifs éventuels
S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs
S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers
S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 25 400 000 \$ (22 400 000 \$ au 31 décembre 2020). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Flux de trésorerie

	2021	2020
Intérêts payés au cours de l'exercice	4 291 998 \$	4 632 647 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	834 055 \$	805 305 \$

28 Informations relatives aux apparentés

Certains élus et certains de leurs proches parents siègent sur le conseil d'administration de divers sociétés et organismes oeuvrant au sein de la Ville. Au cours de l'exercice, la Ville a octroyé des subventions discrétionnaires à ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur supérieure de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. La Ville s'est également engagée dans divers contrats de biens et services auprès de ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

Ces opérations sont présentées dans les charges de fonctionnement suivantes :

Administration générale*Biens et services*

	2021	2020
Autres sociétés et organismes	25 645 \$	25 606 \$

Transport*Biens et services*

	2021	2020
Autres sociétés et organismes	32 629 \$	50 003 \$

Hygiène du milieu*Biens et services*

	2021	2020
Autres sociétés et organismes	31 903 \$	29 647 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Aménagement, urbanisme et développement

Biens et services

	2021	2020
Société de développement économique de Drummondville	9 046 \$	453 181 \$
Société de développement économique de Drummondville	4 858 402 \$	3 285 120 \$

Loisirs et culture

Biens et services

	2021	2020
Réseau Aquatique Drummondville inc.	384 268 \$	380 161 \$
Autres sociétés et organismes	312 979 \$	216 329 \$

Contributions à des organismes

Corporation Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.	1 002 245 \$	975 884 \$
Réseau Aquatique Drummondville inc.	885 295 \$	814 790 \$
Autres sociétés et organismes	1 591 200 \$	1 246 220 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	105 947 800	107 233 161		107 233 161	102 889 325
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 867 800	4 884 443		4 884 443	4 626 093
Quotes-parts	3					
Transferts	4	4 939 000	6 912 325		6 912 325	10 400 045
Services rendus	5	6 788 300	7 109 194		7 109 194	6 457 414
Imposition de droits	6	3 670 500	9 141 805		9 141 805	6 828 610
Amendes et pénalités	7	1 800 000	2 249 510		2 249 510	1 957 310
Revenus de placements de portefeuille	8		178 479		178 479	140 970
Autres revenus d'intérêts	9	800 000	675 837		675 837	712 393
Autres revenus	10		3 594 726		3 594 726	4 725 910
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	128 813 400	141 979 480		141 979 480	138 738 070
Investissement						
Taxes	13	6 328 000	844 520		844 520	245 289
Quotes-parts	14					
Transferts	15	41 241 600	13 690 437		13 690 437	18 229 377
Imposition de droits	16	700 000	215 000		215 000	650 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		363 000		363 000	1 216 769
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	48 269 600	15 112 957		15 112 957	20 341 435
	22	177 083 000	157 092 437		157 092 437	159 079 505
Charges						
Administration générale	23	14 383 332	14 635 213	983 329	15 618 542	15 180 024
Sécurité publique	24	20 790 315	21 682 580	611 362	22 293 942	20 777 041
Transport	25	21 165 676	20 222 734	8 675 005	28 897 739	27 647 823
Hygiène du milieu	26	19 003 774	19 205 822	6 712 874	25 918 696	24 951 983
Santé et bien-être	27	360 000	1 195 700		1 195 700	458 061
Aménagement, urbanisme et développement	28	7 690 743	7 981 724	1 411 443	9 393 167	8 938 541
Loisirs et culture	29	21 397 160	20 623 338	5 878 315	26 501 653	23 300 476
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	4 459 400	2 731 849		2 731 849	5 145 947
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	22 815 400	24 272 328	(24 272 328)		
	34	132 065 800	132 551 288		132 551 288	126 399 896
Excédent (déficit) de l'exercice	35	45 017 200	24 541 149		24 541 149	32 679 609

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	45 017 200	24 541 149	32 679 609
Moins : revenus d'investissement	2 (	48 269 600)	15 112 957)	20 341 435)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 252 400)	9 428 192	12 338 174
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	22 815 400	24 272 328	22 814 703
Produit de cession	5	500 000	24 524	74 248
(Gain) perte sur cession	6		(3 376)	70 200
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	23 315 400	24 293 476	22 959 151
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		17 005	226 941
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		17 005	226 941
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		1 116 611	22 960
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14		89 059	135 182
	15		1 205 670	158 142
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	250 000	315 552	333 508
Remboursement de la dette à long terme	17 (	15 499 600)	18 025 705)	15 814 399)
	18	(15 249 600)	(17 710 153)	(15 480 891)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	6 400 000)	7 675 537)	3 014 647)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	853 500		
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 333 100		
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 600 000)	(3 089 168)	(3 221 910)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(4 813 400)	(10 764 705)	(6 236 557)
	26	3 252 400	(2 958 707)	1 626 786
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 469 485	13 964 960

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	15 112 957	20 341 435
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	725 649)	(1 041 045)
Sécurité publique	3 (	1 435 606)	(404 270)
Transport	4 (	27 975 866)	(21 785 117)
Hygiène du milieu	5 (	8 254 931)	(11 176 326)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 558 363)	(4 782 044)
Loisirs et culture	8 (	16 735 442)	(18 604 785)
Réseau d'électricité	9 ()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()	()
	11 (	57 685 857)	(57 793 587)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	1 489 094)	(1 630)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	167 490)	(1 367 490)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	29 092 298	24 424 706
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	7 675 537	3 014 647
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		600 000
Excédent de fonctionnement affecté	17	4 153 300	9 484
Réserves financières et fonds réservés	18	4 174 015	7 078 721
	19	16 002 852	10 702 852
	20	(14 247 291)	(24 035 149)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	865 666	(3 693 714)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	30 042 987	29 386 931	27 133 637
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	7 666 100	7 268 755	6 768 092
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	51 564 313	55 207 799	52 795 034
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	3 320 050	3 416 016	6 383 080
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 084 550	1 046 764	722 444
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	54 800	(1 730 931)	(1 959 577)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	2 888 200	2 887 972	2 775 289
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17	12 609 400	12 649 711	8 564 217
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	22 815 400	22 272 328	22 814 703
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21		132 344	383 148
Mauvaises créances	22	20 000	13 599	19 829
	23			
	24	132 065 800	132 551 288	126 399 896

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 189 604	17 450 160
Excédent de fonctionnement affecté	2	12 454 652	11 877 912
Réserves financières et fonds réservés	3	5 146 871	3 231 714
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 867 985)	(1 654 507)
Financement des investissements en cours	5	(2 698 551)	(3 564 216)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	399 232 233	376 574 612
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	428 456 824	403 915 675
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	16 189 604	17 450 160
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	16 189 604	17 450 160
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Secteur ancien Drummondville	12	195 784	138 818
▪ Secteur St-Nicéphore	13	63 763	55 714
▪ Secteur St-Charles	14	50 759	50 759
▪ Actif avant sociaux futurs	15	7 874 964	4 797 026
▪ Budget	16	300 000	1 800 000
▪ Redevance enfouis.	17	1 098 988	1 263 988
▪ Maintien d'actifs/Dette	18	1 898 608	2 299 821
▪ Dév. économique	19		500 000
▪ Sports loisirs	20	971 786	971 786
	21	12 454 652	11 877 912
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	12 454 652	11 877 912

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Conditions météorologiques	27 921 936	433 133
▪ Réseau routier, mobilité	28 105 391	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32 1 027 327	433 133
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 3 826 702	1 673 581
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 292 842	1 125 000
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 4 119 544	2 798 581
	48 5 146 871	3 231 714

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
<hr/>		
61 () ()		
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
<hr/>		
68 () ()		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪ Dette l.t. liée à la SHQ	73 (1 867 985)	(1 654 507)
▪	74 ()(
<hr/>		
75 (1 867 985) (1 654 507)		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
<hr/>		
81		
<hr/>		
82 (1 867 985) (1 654 507)		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 5 724 513	5 032 739
Investissements à financer	84 (8 423 064)	(8 596 955)
	85 (2 698 551)	(3 564 216)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 565 498 073	532 105 692
Propriétés destinées à la revente	87 5 576 836	4 104 748
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 315 050	1 353 231
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 571 389 959	537 563 671
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 571 389 959	537 563 671
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (204 371 342)	(187 733 217)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (1 660 587)	(1 504 840)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 32 321 770	26 927 999
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 1 552 433	1 320 999
	99 (172 157 726)	(160 989 059)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (172 157 726)	(160 989 059)
	102 399 232 233	376 574 612

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Drummondville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties, alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Application de la Loi au régime de la Ville

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Une entente est intervenue entre les parties le 8 janvier 2018 relativement à la restructuration exigée par la Loi. Les modifications aux dispositions du régime sont en cours d'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et sont pleinement reflétés dans les résultats.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 6 474 979	4 440 457
Charge de l'exercice	4 (623 849)	(505 792)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 576 241	2 540 314
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 8 427 371	6 474 979
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 154 085 272	147 185 601
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (153 997 015)	(147 108 635)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 88 257	76 966
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 8 339 114	6 398 013
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 8 427 371	6 474 979
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 8 427 371	6 474 979
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (155 143)	(474 539)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (155 143)	(474 539)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 5 022 394	4 899 529
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 5 022 394	4 899 529
Cotisations salariales des employés	21 (2 784 212)	(2 674 988)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (444 498)	(119 942)
	23 1 793 684	2 104 599
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 561 096	360 770
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 2 354 780	2 465 369
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 6 602 880	6 664 937
Rendement espéré des actifs	33 (8 333 811)	(8 624 514)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (1 730 931)	(1 959 577)
Charge de l'exercice	35 623 849	505 792

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 8 286 515	6 022 025
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (8 333 811)	(8 624 514)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (47 296)	(2 602 489)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 2 454 901	229 490
Prestations versées au cours de l'exercice	40 7 191 794	5 779 033
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 161 711 857	141 140 784
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 155 143	474 539
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 5 334 619	4 652 149
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 27 687 254	25 167 088
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	6,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,10 %	3,10 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,10 %	2,10 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S. O.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
S.O.			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
S.O.			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	32 448	38 150
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	109 350	128 566
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	39 464	41 376
	123	148 814	169 942
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	85 600 000	84 531 824	80 364 580
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		442	390
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6		2 196 054	1 982 248
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	85 600 000	86 728 320	82 347 218
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 133 900	6 061 378	6 072 660
Égout	13	4 924 300	4 856 556	4 769 294
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	6 547 900	6 617 988	6 564 441
Autres				
▪ Fosses septiques	16	393 900	340 208	460 400
▪ Arrosage insectes	17			10
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	350 000	410 769	406 644
Service de la dette	20	1 997 800	2 217 942	2 268 658
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23	6 328 000	844 520	245 289
	24	26 675 800	21 349 361	20 787 396
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	26 675 800	21 349 361	20 787 396
	29	112 275 800	108 077 681	103 134 614

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	235 800	240 423	236 300
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	235 800	240 423	236 300
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	1 419 600	1 422 939	1 275 079
Cégeps et universités	36	316 700	313 886	294 055
Écoles primaires et secondaires	37	1 642 000	1 624 418	1 521 512
	38	3 378 300	3 361 243	3 090 646
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	3 614 100	3 601 666	3 326 946
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	1 253 700	1 282 777	1 299 147
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	1 253 700	1 282 777	1 299 147
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	4 867 800	4 884 443	4 626 093

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55		33 940	29 515
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60			
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63	800 000	959 187	1 363 460
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67		263 250	
Transport par eau	68			
Autres	69	3 000	4 000	(7 838)
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	320 900	358 328	159 907
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	263 700	324 170	159 908
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	700 000	793 152	748 324
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79	86 000	37 572	44 062
Protection de l'environnement	80		59 400	29 250
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82		811 392	
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			49 852
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	351 100	344 524	368 358
Promotion et développement économique	87			
Autres	88		19 020	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	58 200	116 395	92 614
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	450 000	539 660	485 694
Autres	91	488 400	306 714	307 037
Réseau d'électricité	92			
	93	3 521 300	4 970 704	3 830 143

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99			
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101	6 044 500	(135 681)	933 865
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102	22 100	26 020	400 467
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	33 569 500	3 515 372	4 476 657
Réseau de distribution de l'eau potable	110	206 750	2 682 571	4 366 629
Traitement des eaux usées	111		12 104	41 015
Réseaux d'égout	112	206 750	163 982	1 278 402
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127	900 000	97 539	941 597
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128		7 270 100	5 790 745
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130	292 000	58 430	
Réseau d'électricité	131			
	132	41 241 600	13 690 437	18 229 377

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	800 000	1 323 906	969 761
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141	617 700	617 715	647 570
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			4 952 571
	144	1 417 700	1 941 621	6 569 902
TOTAL DES TRANSFERTS	145	46 180 600	20 602 762	28 629 422

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162	455 000	519 114	472 275
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	165			
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	455 000	519 114	472 275

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182	961 000	961 269	937 821
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185	961 000	961 269	937 821
Réseau d'électricité				
	186			
	187	1 416 000	1 480 383	1 410 096

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	591 100	449 053	316 940
	191	591 100	449 053	316 940
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	553 400	613 103	549 437
	196	553 400	613 103	549 437
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200	806 700	670 798	517 098
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	352 800	344 162	314 538
	205	1 159 500	1 014 960	831 636
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	81 500	256 493	189 448
	216	81 500	256 493	189 448

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	1 522 200	1 875 317	1 885 686
	225	1 522 200	1 875 317	1 885 686
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	1 416 300	1 408 710	1 250 146
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	48 300	11 175	24 025
Autres	228			
	229	1 464 600	1 419 885	1 274 171
Réseau d'électricité				
	230			
	231	5 372 300	5 628 811	5 047 318
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	6 788 300	7 109 194	6 457 414

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	650 000	690 367	545 866
Droits de mutation immobilière	234	3 000 000	8 385 405	5 895 325
Droits sur les carrières et sablières	235	710 000	261 454	671 237
Autres	236	10 500	19 579	366 182
	237	4 370 500	9 356 805	7 478 610
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	1 800 000	2 249 510	1 957 310
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239		178 479	140 970
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	800 000	675 837	712 393
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		3 376	(70 200)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		3 954 350	6 012 879
	251		3 957 726	5 942 679
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	1 453 200	1 455 684	133 807	1 589 491	1 614 658
	Greffe et application de la loi	2	1 556 600	1 910 412	175 606	2 086 018	1 499 571
	Gestion financière et administrative	3	5 302 400	5 132 302	471 764	5 604 066	5 469 861
	Évaluation	4	966 800	940 393	86 441	1 026 834	1 516 602
	Gestion du personnel	5	1 197 000	1 258 818	115 711	1 374 529	1 495 966
	Autres						
	▪ Autres	6	3 907 332	3 937 604		3 937 604	3 583 366
	▪	7					
		8	14 383 332	14 635 213	983 329	15 618 542	15 180 024
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	12 548 000	12 608 538	52 413	12 660 951	11 743 378
	Sécurité incendie	10	6 864 036	7 356 130	544 062	7 900 192	7 046 503
	Sécurité civile	11	387 000	795 243	14 887	810 130	1 146 995
	Autres	12	991 279	922 669		922 669	840 165
		13	20 790 315	21 682 580	611 362	22 293 942	20 777 041
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	5 987 385	5 502 314	2 966 463	8 468 777	8 130 268
	Enlèvement de la neige	15	8 919 727	8 253 901	4 449 927	12 703 828	12 537 927
	Éclairage des rues	16	565 487	497 164	268 036	765 200	1 027 785
	Circulation et stationnement	17	1 504 959	1 270 140	684 771	1 954 911	1 842 498
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	3 400 800	3 319 903	305 808	3 625 711	3 037 381
	Transport aérien	19	364 800	635 621		635 621	363 285
	Transport par eau	20					
	Autres	21	422 518	743 691		743 691	708 679
		22	21 165 676	20 222 734	8 675 005	28 897 739	27 647 823

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 323 378	3 421 520	466 785	3 888 305	3 658 512
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 266 374	2 114 812	1 691 106	3 805 918	3 832 189
Traitement des eaux usées	25	1 592 848	2 257 784	2 058 999	4 316 783	3 662 052
Réseaux d'égout	26	3 566 681	3 354 033	2 486 698	5 840 731	5 605 864
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 074 147	927 422		927 422	929 151
Élimination	28	1 516 100	1 653 437		1 653 437	1 672 597
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	683 800	649 677		649 677	693 336
Tri et conditionnement	30	607 300	697 358		697 358	689 348
Matières organiques						
Collecte et transport	31	695 200	637 187		637 187	651 018
Traitement	32	570 500	642 781		642 781	637 904
Matériaux secs	33	50 000	45 168		45 168	21 590
Autres						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	3 400	831		831	2 251
Protection de l'environnement	38	785 463	734 342		734 342	697 428
Autres	39	2 268 583	2 069 470	9 286	2 078 756	2 198 743
	40	19 003 774	19 205 822	6 712 874	25 918 696	24 951 983
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	360 000	1 195 700		1 195 700	458 061
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	360 000	1 195 700		1 195 700	458 061

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 470 800	2 388 477	838 372	3 226 849	3 112 835
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	850 000	631 104	522 623	1 153 727	1 185 241
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 245 000	4 870 825	50 448	4 921 273	4 331 572
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	124 943	91 318		91 318	308 893
	52	7 690 743	7 981 724	1 411 443	9 393 167	8 938 541
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	4 347 900	4 151 389	1 367 956	5 519 345	5 271 136
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 766 740	2 737 733	902 132	3 639 865	2 631 031
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 605 381	1 509 780	497 499	2 007 279	1 918 206
Parcs et terrains de jeux	56	4 249 524	4 386 024	1 445 273	5 831 297	4 876 787
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	315 142	123 848	40 810	164 658	68 917
Autres	59	591 513	910 053		910 053	766 396
	60	14 876 200	13 818 827	4 253 670	18 072 497	15 532 473
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	2 663 100	2 904 624		2 904 624	2 544 524
Bibliothèques	62	3 147 334	3 216 196	849 359	4 065 555	3 616 350
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	226 900	215 905		215 905	350 347
Autres	65	483 626	467 786	775 286	1 243 072	1 256 782
	66	6 520 960	6 804 511	1 624 645	8 429 156	7 768 003
	67	21 397 160	20 623 338	5 878 315	26 501 653	23 300 476

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	4 017 800	3 943 371		3 943 371	6 584 676
Autres frais	70	386 800	519 409		519 409	520 848
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(1 730 931)		(1 730 931)	(1 959 577)
Autres	72	54 800				
	73	4 459 400	2 731 849		2 731 849	5 145 947
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	22 815 400	24 272 328 (	24 272 328)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	3 086 585	4 072 980
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 569 700	4 514 552
Usines et bassins d'épuration	3	31 629	
Conduites d'égout	4	6 841 954	3 920 373
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	18 682 407	13 005 821
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 132 704	3 074 306
Aires de stationnement	9	72 824	102 721
Parcs et terrains de jeux	10	4 738 036	5 879 785
Autres infrastructures	11	1 599 650	3 628 585
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	590 901	2 017 368
Édifices communautaires et récréatifs	14	11 718 216	12 705 944
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 240 937	1 604 996
Ameublement et équipement de bureau	18	609 225	873 005
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 181 222	414 383
Terrains	20	1 589 867	1 978 768
Autres	21		
	22	57 685 857	57 793 587

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	2 006 902	3 391 614
Usines de traitement de l'eau potable	24	4 569 700	4 514 552
Usines et bassins d'épuration	25	31 629	
Conduites d'égout	26	3 125 335	3 081 576
Autres infrastructures	27	20 159 314	20 028 898
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	1 079 683	681 366
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	3 716 619	838 797
Autres infrastructures	32	6 066 307	5 662 320
Autres immobilisations corporelles	33	16 930 368	19 594 464
	34	57 685 857	57 793 587

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	1 125 000	292 842	1 125 000
Fonds d'amortissement	4			292 842
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 601 757	2 733 711	2 109 579
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	142 798 301	23 624 663	11 231 536
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	161 525 058	26 651 216	14 466 115
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	26 927 999	7 924 785	2 531 014
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	26 927 999	7 924 785	2 531 014
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	26 927 999	7 924 785	2 531 014
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs				
Autres	15			
	16	785 000		785 000
	17	27 712 999	7 924 785	3 316 014
	18	189 238 057	34 576 001	17 782 129
Dettes en cours de refinancement	19	()		()
Reclassement / Redressement	20			
Dettes à long terme	21	189 238 057	34 576 001	17 782 129
				206 031 929

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	206 031 929
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	8 423 064
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	292 842
Débiteurs	9	32 321 770
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 986 580
Autres		
▪ Revenus reportés-Taxe secteur	12	(357 559)
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	180 211 360
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	180 211 360
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	3 999 771
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	184 211 131
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	184 211 131
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 086 800	1 086 686	1 057 683
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	26 500	26 473	25 954
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	734 400	734 342	707 962
Cours d'eau	13	33 300	33 295	39 818
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	682 000	682 075	660 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	189 900	189 831	148 602
Activités culturelles	23	135 300	135 270	135 270
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 888 200	2 887 972	2 775 289

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1	21 438	7 378
Charges sociales	2	267	
Biens et services	3	57 581 461	57 762 002
Frais de financement	4	82 691	24 207
Autres	5		
	6	57 685 857	57 793 587

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	116,10	36,91	224 723,00	10 893 496	2 701 401	13 594 897
Professionnels	2						
Cols blancs	3	123,73	35,55	228 215,00	6 265 054	1 553 627	7 818 681
Cols bleus	4	145,59	40,00	292 013,00	8 385 833	2 079 544	10 465 377
Policiers	5						
Pompiers	6	37,29	42,00	94 928,00	3 015 142	747 704	3 762 846
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	422,71		839 879,00	28 559 525	7 082 276	35 641 801
Élus	9	13,00			848 844	186 746	1 035 590
	10	435,71			29 408 369	7 269 022	36 677 391

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	959 187	26 020			985 207
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			3 515 372		3 515 372
Réseau de distribution de l'eau potable	13	358 328	2 682 571			3 040 899
Traitement des eaux usées	14			12 104		12 104
Réseaux d'égout	15	324 170	99 598	64 384		488 152
Autres	16	5 270 639	7 290 389			12 561 028
	17	6 912 324	10 098 578	3 591 860		20 602 762

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 069	7 499
	4	1 069	7 499
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 194	2 042
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 194	2 042
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	429 921	767 395
Enlèvement de la neige	11	484 804	865 361
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	914 725	1 632 756
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	277	2 179
Réseau de distribution de l'eau potable	17	196 762	349 661
Traitement des eaux usées	18	2 196	5 978
Réseaux d'égout	19	292 238	529 855
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	8 160	
Autres	25		
	26	499 633	887 673
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	81 764	149 231
Rénovation urbaine	32	44 744	177 292
Promotion et développement économique	33	106 923	142 332
Autres	34	169 509	460 104
	35	402 940	928 959
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	473 424	884 855
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	206 697	407 034
Autres	38	232 167	395 129
	39	912 288	1 687 018
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 731 849	5 145 947

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mme Annick Bellavance	Conseiller	35 758	17 401	410	
Mme Cathy Bernier	Conseiller	39 354	17 401		
M. Alain Carrier	Maire	107 155	17 401	3 949	
M. Jean Charest	Conseiller	38 354	17 401	546	
M. Alain D'Auteuil	Conseiller	33 247	16 624		
M. Alexandre Desbiens	Conseiller	4 752	2 376		
Mme Isabelle Duchesne	Conseiller	4 752	2 376		
M. Yves Grondin	Maire suppléant	47 573	17 401	1 397	
M. John Husk	Conseiller	34 397	17 199	364	182
Mme Stéphanie Lacoste	Maire	52 851	17 401	546	
Mme Catherine Lassonde	Conseiller	42 209	17 401		
Mme Carole Léger	Conseiller	4 566	2 283		
M. Marc-André Lemire	Conseiller	4 472	2 236		
Mme Julie Létourneau	Conseiller	4 566	2 283		
M. Alain Martel	Conseiller	36 258	17 401		
M. Dominic Martin	Conseiller	36 225	17 401		
M. William Morales	Conseiller	33 495	16 748		
M. Daniel Pelletier	Conseiller	43 209	17 401	546	
M. Mario Sévigny	Conseiller	4 472	2 236		
Mme Sarah Saint-Cyr Lanoie	Conseiller	4 746	2 373		
M. Jean-Philippe Tessier	Conseiller	4 472	2 236		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 25 400 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 418 089 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12		\$
Ligne 14 : Débiteurs	13		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15		\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 456 598 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 1 497 931 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 695 008 \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 1121/10/19
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-10-28
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 6
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 6
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 7 358
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 3 588
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 7
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | | |
|--|----|------------|----|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | 21 196 821 | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | | \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | 9 732 100 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | 1 392 849 | \$ |
| | 83 | 32 321 770 | \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la VILLE DE DRUMMONDVILLE,

Rapport sur l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE DRUMMONDVILLE (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

FBL s.e.n.c.r.l.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, le 9 mai 2022
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A140885

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	108 077 681
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	700 038
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	100 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	700 038
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	18 481 511
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	410 769
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	89 985 439

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	8 440 859 350
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	8 454 346 250
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	8 447 602 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0652 / 100 \$
--	----	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	87 900 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	87 900 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	6 407 500
Égout	13	5 010 000
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	7 127 400
Autres		
▪ Fosses septiques	16	391 300
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	350 000
Service de la dette	20	1 779 000
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	21 065 200
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	21 065 200
	29	108 965 200

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	235 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	235 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 370 100
Cégeps et universités	7	303 100
Écoles primaires et secondaires	8	1 711 900
	9	3 385 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	3 620 900

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 257 400
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 257 400

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 878 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	5 569 954 730	x 0,8000 /100 \$	44 559 638				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	790 896 854	x 0,8000 /100 \$	6 327 175				
Immeubles non résidentiels	4	1 538 232 813	x /100 \$					
Immeubles industriels	5	500 099 855	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	156 990 107	x 0,8000 /100 \$	1 255 921				
Immeubles forestiers	8	7 712 864	x 0,8000 /100 \$	61 703				
Immeubles agricoles	9	162 357 912	x 0,5330 /100 \$	865 368				
Total	10			53 069 805	(678 900)	()	35 509 095	87 900 000
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>135,00 \$</u>
Égout	2 <u>106,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>163,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxe d'eau	140,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par commerce
Taxe d'eau au compteur	0,3410	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Taxe d'égouts	106,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par commerce
Taxe d'égouts au compteur	0,2330	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Tarif. vidange fosses septiques	102,0000	4 - tarif fixe (compensation)	résidentiel
Tarif. vidange fosses septiques	51,0000	4 - tarif fixe (compensation)	chalet
Tarif. matières résiduelles (2 serv.)	239,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par commerce
Tarif. matières résiduelles (déchet)	101,0000	7 - autres (préciser)	par commerce desservi

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	26 832 363	7 997 832		1 255 921	6 327 175	865 368
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	2 222 623	704 734			4 106 897	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	29 054 986	8 702 566		1 255 921	10 434 072	865 368

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	61 703	44 559 638			87 900 000
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		1 779 000			1 779 000
Autres	5		11 901 946			18 936 200
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	61 703	58 240 584			108 615 200

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI NON S.O.**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 2
 3 4 5

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

6 7 8

- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

9 10 11

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

Taux particulier à la catégorie des immeubles industriels

a) Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à :

i. 1,735 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2022 pour les tranches de valeurs qui n'excède pas 5 000 000 \$;

ii. 1,835 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2022 pour la tranche de valeur qui excède 5 000 000 \$.

Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

a) Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à :

i. 1,711 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2022 pour les tranches de valeurs qui n'excède pas 5 000 000 \$;

ii. 1,811 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2022 pour la tranche de valeur qui excède 5 000 000 \$.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	<input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15	<input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18	<input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25	<input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27	<input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29	<input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31	<input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	33	_____	667 364 \$
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____	2021-12-20
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____	162 900 000 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____	16 528 700 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____	3 950 700 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____	300 000 \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, M. Benoit Carignan, CPA, atteste que le rapport financier de Ville de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 9 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Drummondville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Drummondville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Drummondville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-09 12:38:35

Date de transmission au Ministère : 2022-05-10